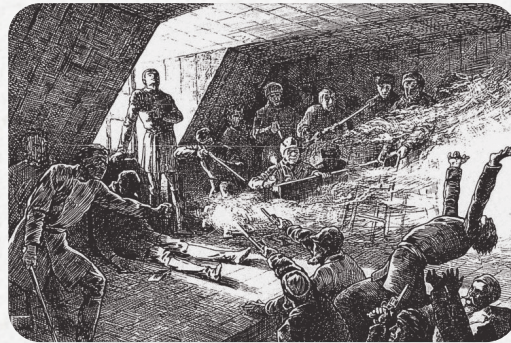




Ce dépliant vous invite à découvrir les grandes lignes de « L'affaire Louis Mailloux », un épisode marquant de notre histoire collective.

Survenu au cœur du centre-ville de Caraquet, cet événement d'envergure nationale incarne la lutte courageuse de citoyens et citoyennes pour la défense de leurs droits fondamentaux. Par leur engagement envers l'éducation et la justice, ils ont laissé un héritage puissant que Centre-Ville Caraquet se doit de transmettre aux générations futures en hommage à leur détermination et à leur vision.



Pour approfondir cette histoire, visitez le site officiel de la Ville de Caraquet **www.caraquet.ca**, où vous trouverez notamment une vidéo illustrant chaque étape du parcours



PARCOURS DE L'ÉVÉNEMENT HISTORIQUE

L'affaire
Louis Mailloux
1875





1. L'Église

213 BOUL. ST-PIERRE OUEST

Le 10 août 1873, à la suite de la grande messe, une réunion se tint après que les femmes et les enfants eurent quitté l'église. Les citoyens, exprimant leur opposition à la loi sur les écoles dites non confessionnelles, décidèrent de ne plus payer leur taxe scolaire, à l'instar d'autres communautés acadiennes du Nouveau-Brunswick.

2. Le magasin de Dominique Chenard

144 BOUL. ST-PIERRE OUEST

Lors de l'échauffourée du 27 janvier 1875, dans la maison d'André Albert, où des miliciens volontaires de la Miramichi étaient venus arrêter des prétendus émeutiers de Caraquet, Louis Mailloux reçut une balle à la tête. Il fut transporté au magasin de Dominique Chenard, où son décès fut constaté.

3. L'Hôtel Sewell

41 BOUL. ST-PIERRE OUEST

Situé en face de la demeure d'André Albert, cette auberge accueillit les miliciens et les constables du shérif Vail le matin du 26 janvier 1875. C'est là, le lendemain, qu'ils apprirent que certaines des personnes qu'ils recherchaient se trouvaient chez André Albert.



4. La maison d'André Albert

9 RUE DES PATRIOTES

Dans l'après-midi du 27 janvier 1875, les miliciens volontaires, accompagnés de John Blackhall, frère du juge de paix et commissaire scolaire James Blackhall, se rendirent chez André Albert. C'est là que se produisit le drame entraînant la mort de John Gifford, 22 ans, de Newcastle (N.-B.), et de Louis Mailloux, 19 ans, de Caraquet.

5. La maison Blackhall

26 BOUL. ST-PIERRE OUEST

Le matin du 15 janvier 1875, des hommes de Caraquet se présentèrent chez le juge James Blackhall, également conseiller scolaire, pour lui demander les clés de l'école voisine. Ils l'intimidèrent au point qu'il remit sa démission. Ce geste et les événements qui suivirent furent interprétés par les autorités provinciales comme le début du « Caraquet School Riot ».

6. L'école de 1874

23 BOUL. ST-PIERRE OUEST

En septembre 1874, les conseillers scolaires Blackhall, Rive et Sewell procédèrent à l'embauche d'une institutrice, Catherine Dwyer, une catholique irlandaise de Rexton (N.-B.). Cette décision, prise lors d'une réunion tenue secrète, provoqua une indignation croissante chez les Acadiens de Caraquet.

7. Le magasin des Robin

9 BOUL. ST-PIERRE EST

Le 15 janvier 1875, après leur passage chez Blackhall, le groupe d'hommes visita plusieurs commerces appartenant à des Anglo-Protestants, notamment celui des Robin, où ils demandèrent de l'argent et du rhum. Ces visites contribuèrent à exacerber les tensions entre les catholiques et la minorité protestante du village à propos de la loi sur les écoles non confessionnelles.

8. Le magasin de Philip Rive

41 BOUL. ST-PIERRE EST

Commerçant d'origine jersiaise et de religion protestante, Philip Rive fonde, à Caraquet en 1870, son commerce en pêcheries, en plus d'un magasin général. Lors des troubles scolaires de 1875, Philip Rive est conseiller scolaire, tout comme John Sewell et James Blackhall. Le magasin, bâtiment toujours existant, fut visité par ceux qui contestaient la loi scolaire ce 15 janvier 1875, d'où ils se rendirent chez Robert Young.



9. Le magasin et la demeure de Robert Young

81 BOUL. ST-PIERRE EST

Le même après-midi du 15 janvier 1875, le groupe se rendit chez Robert Young, alors absent, afin de lui demander d'intercéder auprès des autorités pour abolir la loi sur les écoles non confessionnelles, jugée néfaste à l'épanouissement des catholiques. Cette visite fut interprétée comme une menace, et un télégramme fut envoyé à Young pour l'avertir que l'opposition catholique prenait une tournure dramatique et dangereuse pour la minorité anglo-protestante.